

Macron dévoile les contours budgétaires de son projet

Fini le saupoudrage de mesures, place à la clarification: Emmanuel Macron a dévoilé hier le cadrage économique de son projet pour la présidentielle.

Dans une interview aux *Échos* mise en ligne dès jeudi soir, le fondateur d'En marche! a présenté le chiffrage de son projet, qui veut allier «*trajectoire budgétaire vertueuse*» et «*invention d'un nouveau modèle de croissance*».

Réaffirmant son souhait de respecter le maximum de 3% de déficit, l'ancien ministre de l'Économie s'engage à réduire la dépense publique française de trois points de PIB en cinq ans, soit 60 milliards d'euros d'économies par rapport à la hausse spontanée de ces dépenses – un objectif en ligne avec celui que s'était fixé François Hollande en 2012 – et promet en contrepartie 50 milliards d'euros d'investissement.

● Les pistes d'économies

Pour y arriver, il vise «*25 milliards d'économies sur la sphère sociale*», dont 15 milliards sur l'Assurance maladie et 10 milliards sur l'Assurance chômage. Favorable à un système de «*droits et devoirs*», M. Macron a réaffirmé sur RMC-BFM TV son souhait que les chômeurs ne soient plus indemnisés au deuxième refus d'une offre d'emploi «*décente*».

L'ancien locataire de Bercy entend également **réduire de 10 milliards d'euros**



Le fondateur d'En marche! a commencé à préciser son programme, avec entre autres la suppression de la taxe d'habitation pour 80% des Français. (Photo AFP)

sur cinq ans les dépenses des collectivités locales, en nouant avec elles un «*pacte*» et en leur donnant des «*marges de manœuvre*». Elles auront ainsi leur «*mot à dire*» sur l'évolution du salaire des fonctionnaires («*Ce sera à elle de décider désormais pour leurs agents*»), pourront «*recourir plus largement à des recrutements de droit privé*», devront «*respecter la durée annuelle légale du temps de travail*» et «*pourront revenir sur la réforme des rythmes scolaires*». Il a par ailleurs précisé qu'il souhaitait «*dissocier les «trois fonctions publiques*»

(d'État, hospitalière et territoriale) et développer le plus possible le «*paiement au mérite*».

Autre gisement d'économies: **la baisse des effectifs des fonctionnaires, qui pourrait aller jusqu'à 120 000 postes (70 000 venant des collectivités locales et 50 000 de l'État).**

Il souhaite également le retour à un seul jour de carence pour les fonctionnaires – mesure instaurée par la droite et abrogée par François Hollande en 2012 – et a laissé entrevoir une réforme du régime de retraite allant vers une plus grande «*équité*» entre le public et le privé.

● Les dépenses

Emmanuel Macron propose 50 milliards d'euros d'investissement public sur le quinquennat (dont 15 milliards consacrés à la formation et 15 autres à la transition écologique et énergétique), et 20 milliards de baisse nette des prélèvements obligatoires.

Le taux de l'impôt sur les sociétés sera ramené de 33,3% à la moyenne européenne, c'est-à-dire 25%. M. Macron, qui exclut «*toute hausse de la TVA*», propose par ailleurs d'**exonérer de taxe d'habitation 80% des Français**, une mesure qui coûtera environ dix milliards à l'État.

La présentation du programme complet d'Emmanuel Macron doit intervenir le 2 mars.